



Le secrétaire à la communication du Rdpc manœuvrerait pour placer l'ancien Dg du Cnic à la tête de l'instance régionale.

La publication des résultats des élections régionales du 06 décembre dernier, ainsi que la tenue des sessions de plein droit des conseils régionaux dont la date butoir est fixée pour le 22 décembre prochain suscitent déjà bien de tractations entre les différents protagonistes qui se proposent de prendre du service à la tête des dix conseils régionaux du pays.

C'est bien le cas dans la région du Sud où la bataille pour le contrôle de l'instance régionale est lancée dans différents camps déclarés dont le soutien à peine voilé vient des barons du régime qui souhaitent voir leurs hommes prendre ses reines. Une initiative motivée par le souci de consolider leur position et leur emprise politique, sinon leur hégémonie sur cette région qui regorge pourtant d'énormes potentialités et d'une ressource humaine qui n'attend que l'on lui fasse confiance pour montrer ses preuves.

Des sources bien informées font savoir que Jacques Fame Ndongo, aurait choisi de parrainer ses hommes parmi les délégués de la région du Sud nouvellement élus. Le ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur et non moins secrétaire national à la communication du Rdpc, tirerait les ficelles dans l'ombre. Son espoir, avoir l'oreille attentive de **Paul Biya** et devenir la véritable tour de contrôle de cette région.

Lire Aussi:

[Cameroun - Exécutifs régionaux : Des pontes du Régime pactisent contre Paul BIYA](#)

En plus d'avoir placé des proches comme Sa Majesté Effa René Désiré, chef supérieure de 1er degré dans la Mvila et Ousmane Ngabo, le responsable de ses pâturages, il veut mettre à la tête de la région, le très controversé **Antoine Bikoro Alo'o**, ex-directeur général du Chantier naval et industriel du Cameroun (Cnic).

Un personnage en indécatesse avec la justice. Puisque les affaires concernant son passage comme intérimaire puis comme directeur de cette entreprise publique, sont toujours pendantes devant le Tribunal criminel spécial (Tcs).

On se souvient qu'en date du 10 novembre dernier, il avait été convoqué puis auditionné, comme 53 autres personnalités soupçonnées de malversations financières devant le Conseil de discipline budgétaire et financière du Contrôle supérieur de l'Etat (Consupe).

Source: ***Mutations***
